

# **LA HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES**

## **CAUSES ET CONSÉQUENCES**



## RÉSUMÉ

- Les brutales hausses qu'ont récemment connues les prix des principales productions végétales (céréales et oléagineux) étaient dues à la conjonction d'une production demeurée relativement inférieure à la tendance et d'une forte croissance de la demande.
- Le faible niveau des stocks, qui continue de baisser, a amplifié la hausse des prix, l'augmentation significative des investissements sur les marchés des produits dérivés agricoles ayant probablement joué dans ce sens également.
- Selon les [Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO](#), les prix devraient redescendre, sans toutefois retomber à leurs niveaux antérieurs. Sur les dix années à venir, les prix réels des céréales, du riz et des oléagineux devraient en moyenne être supérieurs de 10 % à 35 % à ceux enregistrés au cours de la décennie écoulée.
- L'envolée des prix accroît les pressions inflationnistes dans les pays développés, tandis que les consommateurs pauvres des pays en développement, et globalement les pays en développement importateurs de denrées alimentaires, devront consacrer à leur alimentation une part encore plus importante de leurs revenus restreints.
- A court terme, une aide humanitaire s'impose – le cas échéant sous forme de dons en espèces ou de bons d'alimentation – de façon à renforcer, et non affaiblir, les marchés intérieurs des pays bénéficiaires.
- A moyen terme, il est indispensable d'encourager la croissance et le développement des pays pauvres afin d'améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs de denrées alimentaires. Les [politiques commerciales agricoles](#) appellent de nouvelles réformes. D'une part, il faudrait que les investissements dans la croissance de la productivité, en particulier dans les pays en développement, viennent renforcer l'offre agricole globale. D'autre part, il conviendrait d'analyser plus finement la rapide progression de la demande de biocarburants liée aux politiques publiques adoptées.

## **Introduction**

Les prix mondiaux du blé, des céréales secondaires, du riz et des oléagineux ont pratiquement tous doublé entre les campagnes 2005 et 2007, hausse qui s'est poursuivie au cours des premiers mois de 2008. Cette escalade des prix des produits agricoles, qui a joué un rôle déterminant dans l'augmentation du coût des produits alimentaires, a par ailleurs fait prendre plus pleinement conscience, tout en renforçant à juste titre l'acuité, des problèmes que posent la sécurité alimentaire et la faim, en particulier dans les pays en développement.

Les causes de cette flambée des prix sont complexes et s'expliquent par une combinaison de facteurs se renforçant mutuellement, entre autres les périodes de sécheresse qui ont frappé les grandes régions céréalières, la faiblesse des stocks de céréales et d'oléagineux, le développement de l'utilisation de matières premières agricoles pour la production de biocarburants, la rapide progression des prix du pétrole et, enfin, la dévaluation continue du dollar des États-Unis, monnaie dans laquelle sont généralement exprimés les prix indicatifs de ces différents produits de base. Ces bouleversements sur les marchés des produits sont intervenus dans un contexte d'instabilité de l'économie mondiale, ce qui semble avoir contribué à accroître sensiblement l'intérêt des spéculateurs pour les marchés à terme de produits agricoles.

L'étroitesse des marchés des produits agricoles essentiels pose un véritable défi tant aux gouvernements nationaux qu'aux organisations internationales. Si l'on veut pouvoir prendre les bonnes décisions, il nous faut comprendre quelles sont les causes de l'actuelle flambée des prix, quelles pourraient en être les conséquences ultérieures pour les prix et leur volatilité, et quelles pourraient en être les incidences sur différents pays et membres de la société. Cette note a pour ambition d'aider à mieux cerner ces questions et contribuer ainsi à formuler des choix publics rationnels.

## **La hausse des prix alimentaires constitue-t-elle un phénomène véritablement nouveau ?**

Certes, les évolutions qu'ont connues les prix des produits agricoles récemment sont inhabituelles si l'on considère la dizaine d'années écoulée, mais elles le sont moins dès lors que l'on se place dans un contexte historique de plus long terme. Le graphique 1 montre l'évolution – en termes nominaux et en termes réels – des prix mondiaux annuels moyens du blé, des céréales secondaires, du riz et des oléagineux entre 1971 et 2007, accompagnée de projections pour la période 2008-2017. Même si les prix au comptant observés en avril-mai 2008 n'apparaissent pas, le niveau des prix de ces produits dépasse largement la moyenne annuelle escomptée pour 2008. Deux constats évidents s'imposent : d'une part, les marchés des produits agricoles sont notoirement volatils ; d'autre part, la hausse des prix actuelle n'est ni la seule, ni même la plus importante qui soit survenue au cours des quarante dernières années.

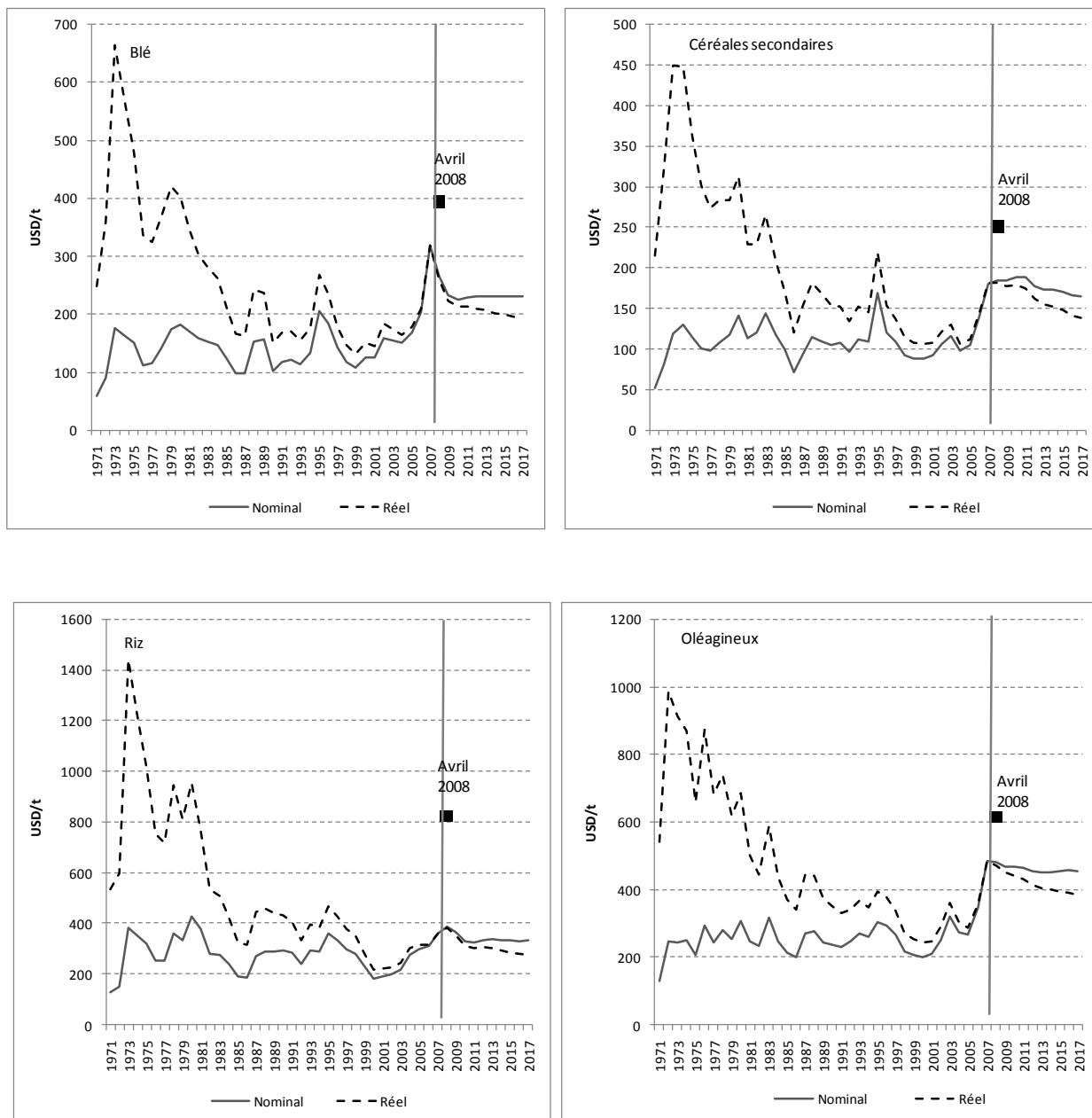
Il importe par ailleurs de rappeler que les prix de la viande et de la volaille n'ont pas augmenté au cours de cette même période, ou ont seulement connu de très faibles hausses. Par ailleurs, les prix des produits laitiers ont fortement progressé, ce qui tient, au moins en partie, aux récentes évolutions de l'action publique, même si les prix ont de nouveau enregistré une légère baisse ces temps derniers. Le débat international se polarisant sur les effets des hausses des prix sur les marchés des productions végétales, la présente note traitera essentiellement des prix des céréales et des oléagineux.

## **Comment peut-on expliquer l'actuelle envolée des prix ?**

Les prix augmentent lorsque le marché est tendu. Entre 2005 et 2007, les grandes régions productrices du monde ont connu simultanément des conditions météorologiques défavorables qui ont fait chuter les rendements au-dessous de leurs niveaux moyens de long terme. La production céréalière mondiale enregistrée en 2007 a été à peine supérieure de 3 % à celle de 2005, alors que la production totale

d'oléagineux était en baisse ; néanmoins, la production d'huiles végétales a fait un bond de 7 % grâce à la croissance rapide de la production d'huile de palme.

**Graphique 1 – Évolution des prix des denrées alimentaires sur la période 1971 – 2007, et projections jusqu'à 2017**



Note : Prix réels corrigés de l'indice des prix à la consommation des États-Unis 2007 = 1

Source : [Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2008-2017](#)

Par ailleurs, la croissance de la demande a été forte. Ainsi, la demande de blé et de céréales secondaires a pratiquement augmenté deux fois plus que la production, tandis que la demande d'huiles végétales a progressé de deux points de pourcentage de plus que la production. Plus de la moitié de la

hausse de la consommation de céréales secondaires et d'huiles végétales est imputable au développement de leur utilisation par les filières des biocarburants. Parallèlement, l'utilisation de céréales et d'huiles végétales pour la consommation humaine a continué de croître, de même que celle de céréales destinées à l'alimentation animale. Cette croissance de la demande de produits alimentaires et d'aliments du bétail, qui a représenté près de 50 % de l'augmentation totale de la demande, a essentiellement été le fait de pays n'appartenant pas à la zone de l'OCDE.

La baisse de production, par rapport à la tendance, serait en elle-même suffisante pour faire monter les prix, même si, dans des conditions « normales », les stocks auraient permis de stabiliser le marché et tempéré la hausse des prix. Toutefois, les stocks étaient déjà bas et ont continué de s'amenuiser en 2006 et 2007 à cause des aléas climatiques et des faibles rendements qu'ont connus les grands pays exportateurs. Baisse de l'offre, absence d'effet régulateur suffisant, hausse continue des quantités utilisées pour la consommation humaine et l'alimentation animale, et forte croissance d'une demande de biocarburants relativement peu sensible aux prix, tels sont les éléments qui se sont conjugués pour rendre les hausses de prix exceptionnelles. Plus récemment, on a également observé une augmentation significative des investissements d'origine non traditionnelle sur les marchés des produits dérivés agricoles, que ce soit pour des motifs de diversification de portefeuille ou de spéculation. Il est probable que ce phénomène ait contribué à la hausse des prix sur les marchés à court terme et vienne alimenter l'envolée actuelle des prix sur les marchés au comptant.

Certains des facteurs jouant sur la hausse des prix actuelle revêtent un caractère transitoire, tandis que d'autres risquent d'être plus permanents. Il est important d'opérer une telle distinction pour prévoir les évolutions des marchés sur les dix années à venir, comme c'est le cas pour l'établissement des [Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO](#). Cette distinction est par ailleurs essentielle à l'élaboration de mesures d'action judicieuses face aux incidences des hausses des prix.

### **De quels facteurs les prix et leur volatilité dépendront-ils demain ?**

Il conviendrait de considérer comme *temporaires* les récents *chocs négatifs sur les rendements* qui ont touché les grandes régions agricoles et contribué à la hausse des prix. Sauf contraintes sous-jacentes liées au changement climatique ou à la gestion des ressources en eau, qui seraient susceptibles d'entraîner des réductions permanentes des rendements, la production devrait normalement se redresser à très court terme.

On peut s'attendre au maintien de *conditions macroéconomiques* favorables à la croissance économique, à la hausse du pouvoir d'achat et à la progression de la demande de produits agricoles, tout au moins dans de nombreux pays non membres de l'OCDE. Il s'agit là d'un facteur *permanent* jouant sur la détermination des prix à venir, mais qui n'est pas nouveau : les marchés agricoles se caractérisent depuis de nombreuses années par une forte croissance du PIB dans les pays en développement. Aussi ce facteur devrait-il *ralentir la baisse des prix réels* sans pour autant tirer les prix moyens vers des niveaux en permanence plus élevés.

Le *prix du pétrole*, et plus généralement les prix de l'énergie, constituent un facteur décisif contribuant à l'augmentation des coûts de production des produits agricoles et alimentaires et, au final, des prix de ces biens sur le marché. Les projections de prix examinées ici renvoient à l'idée largement répandue selon laquelle la hausse du prix du pétrole est *permanente* et entraînera les prix vers des niveaux moyens toujours plus élevés.

La demande de matières premières pour la production de *biocarburants* devrait poursuivre son essor, quoiqu'à un rythme plus lent que celui observé au cours des trois dernières années, et compte tenu du cadre d'action en vigueur, elle apparaît représenter un facteur *permanent* de la formation des prix. A la différence de la forte croissance des revenus enregistrée dans les pays en développement, il s'agit là d'une nouvelle

source de demande considérée comme l'un des facteurs qui, à l'avenir, *porteront les prix vers des niveaux moyens plus élevés*.

Les *stocks* de blé, de céréales secondaires et d'huiles végétales sont tombés à de bas niveaux par rapport à la consommation, ce qui réduit d'autant les possibilités d'amortissement des chocs sur l'offre et la demande. Les dix prochaines années ne devraient pas permettre une reconstitution intégrale des stocks, et il se pourrait en conséquence que les tensions sur les marchés constituent un facteur *permanent* jusqu'en 2017. Si ce phénomène ne devrait pas se traduire par une hausse persistante des prix, il risque toutefois d'être propice à une aggravation de la *volatilité* des prix.

L'essor des investissements d'origine non traditionnelle sur les *marchés à terme de produits agricoles* pourrait avoir des effets sur les prix à court terme. Néanmoins, par rapport aux perspectives à un horizon de dix ans, ces derniers pourraient se révéler *temporaires* compte tenu de l'adaptation des marchés et du comportement des intervenants : les fonds peuvent en effet entrer et sortir rapidement des marchés des produits en fonction des opportunités de profit. Vu les volumes en jeu, cette évolution pourrait bien à l'avenir constituer un élément nouveau et *permanent* de la *volatilité* des prix.

Un autre aspect plus général à envisager concernant la volatilité des prix est 'l'étroitesse' des marchés, ou la part des importations et des exportations par rapport à l'importance de la consommation ou de la production mondiale. Lorsque les marchés sont plus étroits et que les prix intérieurs ne suivent pas les prix internationaux à cause des mesures de protection en place ou de dysfonctionnements du marché, les prix mondiaux doivent accuser de plus fortes variations pour absorber un choc extérieur sur les quantités échangées, toutes choses étant égales par ailleurs. Ces caractéristiques du marché devraient demeurer un aspect *permanent* de la volatilité des prix.

Enfin, la *nature et la composition de la demande* constituent des facteurs susceptibles d'accroître la variabilité future des prix mondiaux. Premièrement, la demande industrielle de céréales et d'oléagineux, et en particulier la demande liée aux incitations publiques en faveur de la production de biocarburants est généralement considérée comme étant moins sensible aux prix que la demande traditionnelle d'aliments, que ce soit pour la consommation humaine ou l'alimentation du bétail. Deuxièmement, plus les revenus augmentent et plus la part des produits agricoles dans les dépenses alimentaires diminue, moins la demande alimentaire est sensible aux fluctuations des prix. Ces évolutions constituent des facteurs *permanents* qui pourraient ultérieurement accroître la *volatilité* des prix mondiaux.

### **Quelles sont aujourd'hui les prévisions de prix ?**

Les perspectives actuellement établies pour les productions végétales en 2008 sont généralement positives. Selon les prévisions d'avril, la production céréalière mondiale devrait augmenter de 3 % par rapport à 2007, l'essentiel de l'expansion de la production de blé étant imputable à une reprise significative dans les grands pays exportateurs. Pour ce qui est du riz, les récoltes viennent tout juste de débiter dans les principaux pays producteurs. Dans le cas du blé, la production des grands pays exportateurs devrait être supérieure aux niveaux atteints en 2005. L'accroissement de l'offre devrait laisser quelque répit au marché durant 2008, mais dans la mesure où la consommation devrait de nouveau être supérieure à l'offre et où les stocks devraient baisser encore davantage, il est vraisemblable que le marché restera globalement tendu tout au long de l'année.

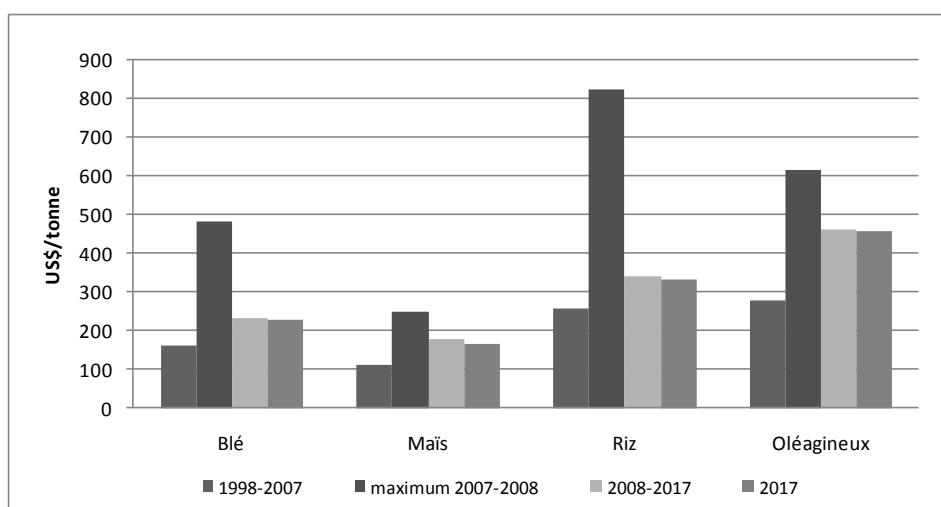
Sur l'ensemble de la période 2008-2017 couverte par les [Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO](#), la juxtaposition d'une forte réaction de l'offre et d'une croissance continue de la demande devrait maintenir les prix au-dessus de leurs niveaux antérieurs, mais toutefois bien en deçà des records enregistrés à l'heure actuelle.

D’ici 2017, le niveau moyen des prix du blé et des céréales secondaires devrait demeurer plus élevé qu’en 2005 tout en restant très inférieur aux niveaux de 2007-2008, tandis qu’à l’échelle mondiale, les superficies consacrées à ces cultures devraient progresser quelque peu et les rendements poursuivre leur hausse tendancielle. Dans le cas des oléagineux, les prix devraient rester fermes, même s’ils devraient accuser une légère baisse par rapport à aujourd’hui. Leur niveau actuel, qui est élevé, devrait inciter l’offre à mobiliser plus de surfaces pour ces cultures et à augmenter sensiblement les rendements. La production rizicole devrait progresser modérément, la croissance continue de la productivité du secteur venant compenser un léger recul des superficies plantées.

On prévoit qu’avec les politiques en vigueur, la demande de céréales comme matière première pour la production de biocarburants doublera presque entre 2007 et 2017, mais l’essentiel de la croissance de leur consommation totale proviendra d’une augmentation de la demande alimentaire, qu’il s’agisse de consommation humaine ou d’alimentation du bétail, en particulier dans les pays hors OCDE affichant une forte croissance économique. Le riz est peu utilisé dans l’alimentation animale et pratiquement pas dans les filières biocarburants. La demande de riz, qui concerne presque exclusivement la consommation humaine, devrait augmenter de moins de 1 % par an et être entièrement le fait de la croissance dans les pays en développement. On prévoit par ailleurs que l’utilisation d’huiles végétales pour les filières biocarburants représente plus du tiers de la croissance attendue de la consommation d’huiles végétales au cours de la période 2005-2017, d’autres usages de ces huiles devant également connaître un fort développement. Cette expansion de la demande s’explique aussi pour une grande part par la croissance des revenus, les pays n’appartenant pas à la zone de l’OCDE augmentant leur consommation d’huiles végétales de 50 %.

Compte tenu de ces diverses évolutions, les Perspectives agricoles prévoient une persistance des tensions sur les marchés, les prix baissant par rapport à leurs records actuels tout en demeurant élevés en moyenne par rapport aux niveaux enregistrés au cours des dix dernières années écoulées, comme le montre le graphique 2. Au cours des dix prochaines années, les prix nominaux des céréales, du riz et des oléagineux devraient être en moyenne supérieurs de 35 à 60 % aux moyennes observées pendant les dix années précédentes. En termes réels, les prix devraient dépasser de 10 à 35 % ceux de la décennie passée. Les gains de productivité et la concurrence de plus en plus vive des échanges réalisés par des pays hors OCDE finiront par dépasser la croissance de la demande, et les prix recommenceront de baisser en termes réels, quoique plus progressivement que par le passé (voir graphique 1).

**Graphique 2 – Les prix baissent, mais restent supérieurs aux niveaux antérieurs moyens**



## Quels facteurs pourraient modifier ces prévisions de prix ?

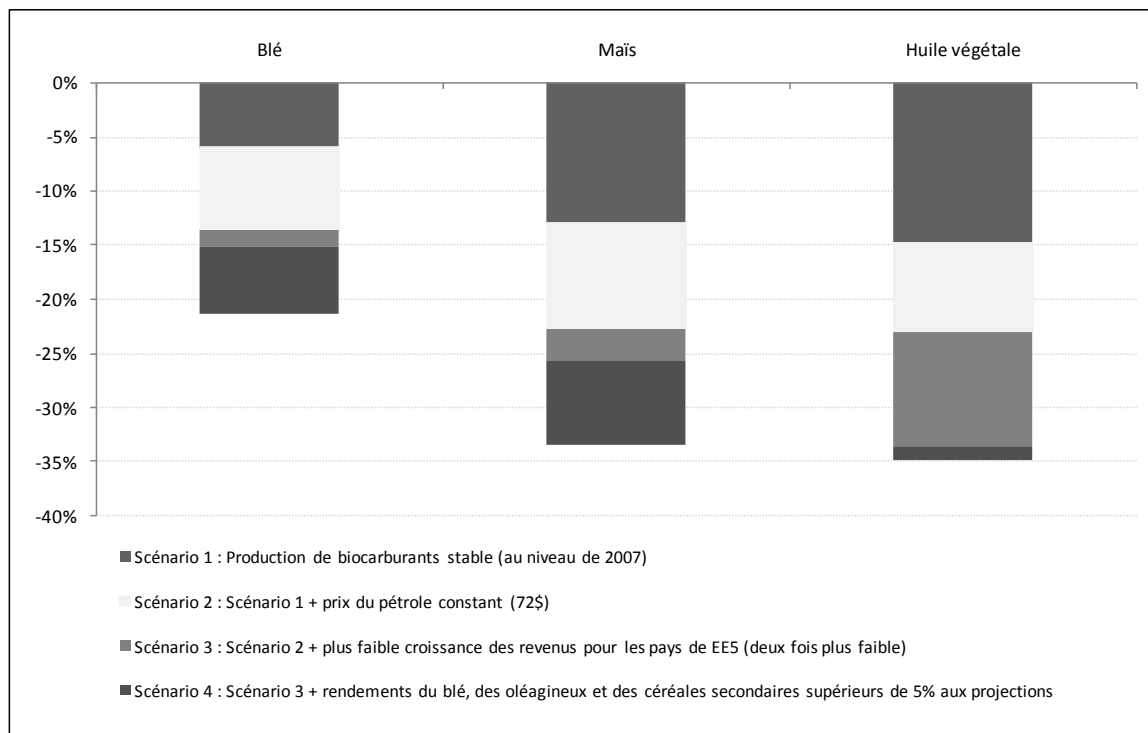
La récente flambée des prix des produits alimentaires a pris de court la plupart des prévisionnistes, rappelant ainsi la vulnérabilité intrinsèque des prévisions à des évolutions imprévues. Les prévisions de prix examinées ici tablent sur des conditions météorologiques normales, des politiques inchangées et une performance économique stable. La prise en compte de variantes de ces hypothèses offre un éclairage complémentaire sur les déterminants des prix futurs. Les principaux résultats de quatre scénarios de rechange sont illustrés dans le graphique 3 et résumés ci-après :

- Si la production de biocarburants est supposée se maintenir aux niveaux de 2007, au lieu de doubler au cours des 10 prochaines années comme prévu, en 2017 les prix attendus seraient inférieurs de 12 % aux prévisions actuelles pour les céréales secondaires, et de 15 % pour les huiles végétales.
- Si l'on présume en outre que les prix du pétrole se maintiennent à leur niveau de 2007 au cours de la prochaine décennie, les prix prévus pour le blé et le maïs enregistrent une baisse supplémentaire de 10 % et le prix des huiles végétales une nouvelle baisse de 7 %.
- Si les taux de croissance du PIB en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Inde et en Indonésie sont ramenés à la moitié du taux présumé dans les Perspectives – les taux de change et l'inflation étant modifiés en conséquence – les prix prévus du blé et des céréales secondaires enregistrent une baisse supplémentaire de 1 à 2 % à peine, mais les prix des huiles végétales baissent encore de 10 %.
- Enfin, si l'on suppose également que les rendements des céréales et des oléagineux dépassent de 5 % les niveaux attendus, les prix prévus du blé et du maïs seraient abaissés respectivement de 6 % et 8 %, mais il n'y aurait guère de variation des prix des huiles végétales.

Toutes ces hypothèses jouent dans le sens de la baisse et, prises ensemble, se traduiraient par des prix pour le blé, les céréales secondaires et les huiles végétales inférieurs, en 2017, de 20 à 35 % aux niveaux prévus actuellement. Il est peu probable que tous ces facteurs se conjugent pour former la configuration décrite ici, mais ces scénarios donnent une idée de l'importance relative de certains des facteurs qui détermineront les niveaux futurs des prix. Bien entendu, on pourrait aussi envisager d'autres scénarios entraînant les prix à la hausse – à titre d'exemple, si un déficit de production équivalent dans un grand pays exportateur se produisait de nouveau cette année, les prix se maintiendraient près des niveaux actuels.

**Graphique 3. Sensibilité des prix mondiaux prévus aux variations de quatre hypothèses clés**

**Différence en pourcentage par rapport aux valeurs de référence, 2017**



### **Quels sont les effets du niveau élevé des prix alimentaires ?**

L'impact du niveau élevé des prix alimentaires sur les pays en développement dépend de l'interaction de divers facteurs. En général, les producteurs commerciaux des denrées en question bénéficieront directement de la hausse des prix, et il en sera de même, dans nombre de cas, des personnes qu'ils emploient (à supposer naturellement que les pouvoirs publics n'empêchent pas la hausse des cours mondiaux de se répercuter sur les marchés intérieurs). Les éleveurs, en revanche, sont confrontés à la fois à une hausse du coût des aliments du bétail et de l'énergie et à des prix à la production relativement étales. Pour les ménages agricoles qui produisent principalement pour leur consommation propre ou pour des marchés locaux protégés des fluctuations des prix sur les marchés nationaux et internationaux, les effets seront atténués. Mais *les urbains pauvres et les principaux pays en développement importateurs de produits alimentaires subiront des impacts fortement négatifs, car ils devront consacrer à la nourriture une part encore plus élevée de leurs revenus limités*. Chaque augmentation de 10% du prix des céréales (y compris du riz) alourdit de près de 4.5 milliards de dollars la facture totale des importations céréalières des pays en développement importateurs nets.

*L'impact du niveau élevé des produits agricoles sur les pays développés est relativement faible dans l'ensemble. La part des produits agricoles de base dans le prix final des produits alimentaires est assez réduite (souvent 35 % ou moins), de même que la proportion du revenu disponible consacrée à l'alimentation (10-15 % pour la plupart des pays de l'OCDE). Bien entendu, ces moyennes masquent des effets beaucoup plus prononcés sur les consommateurs à faible revenu, qui consacrent une plus grande part de leurs ressources à leur alimentation. En outre, et dans la mesure où les prix restent élevés et ne réduisent donc pas le taux futur de l'inflation, les impacts économiques indirects pourraient être également importants.*

## Quelles sont les mesures correctrices appropriées ?

À court terme, une *aide humanitaire* s'impose. Avant les hausses récentes des prix, des centaines de millions de personnes souffraient de la faim faute de pouvoir acheter assez de nourriture. Avec le renchérissement des prix, le nombre des personnes gravement sous-alimentées a encore augmenté – le 1<sup>er</sup> objectif du Millénaire pour le développement défini par les Nations Unies est devenu encore plus difficile à atteindre. Une aide immédiate et importante est indispensable, le cas échéant sous la forme d'espèces ou de bons d'alimentation, de façon à renforcer, et non affaiblir, les marchés intérieurs des pays bénéficiaires.

À moyen terme, il est indispensable d'améliorer le pouvoir d'achat des acheteurs pauvres de produits alimentaires afin qu'ils puissent acquérir suffisamment de nourriture même aux prix plus élevés, par rapport aux moyennes passées, qui devraient prévaloir dans le futur. À cet effet, il est fondamental de *promouvoir la croissance et le développement dans les pays pauvres*. Dans certains des pays les plus démunis, les investissements dans l'agriculture, y compris dans la recherche, la vulgarisation et l'enseignement agricoles, sont sans doute le meilleur moyen de réduire la pauvreté et de stimuler l'activité économique. Dans d'autres situations, l'investissement dans l'agriculture peut aussi s'avérer utile, mais il peut être également nécessaire de diversifier la structure de l'économie. Dans nombre de cas, les investissements les plus judicieux sont sans doute ceux qui servent à améliorer l'environnement global dans lequel évolue l'agriculture – en l'occurrence, les systèmes de gouvernance de base, la politique macroéconomique, les infrastructures, la technologie, l'éducation, la santé, etc. Autrement dit, il faut adopter une approche au cas par cas, en tenant compte des capacités et du potentiel de chaque pays, et non se lancer à corps perdu dans le développement agricole.

*Les politiques commerciales agricoles appellent de nouvelles réformes*. Les mesures restreignant les échanges – à l'exportation ou à l'importation – ont des incidences indésirables et souvent involontaires, surtout à moyen et à long terme. Les subventions qui faussent les échanges sont également inefficaces. À court terme, les taxes et interdictions frappant les exportations peuvent alléger quelque peu la charge pour les consommateurs nationaux, mais ces mesures ne font pas de distinction entre les consommateurs à faible revenu et les consommateurs aisés, et de surcroît elles pèsent sur les producteurs des pays concernés et limitent leur capacité de réaction. Les restrictions à l'exportation contribuent à l'incertitude entourant les marchés agricoles mondiaux et amplifient la hausse des cours sur les marchés internationaux. S'agissant des importations, « protéger » les producteurs agricoles locaux en soutenant fortement les prix et en adoptant de puissantes mesures de protection à la frontière réduit les débouchés des producteurs des autres pays et pénalise les consommateurs nationaux. Une conclusion rapide et ambitieuse du cycle de [négociations de Doha](#) qui se déroule dans le cadre de l'OMC pourrait constituer un atout majeur pour exploiter la capacité des marchés à équilibrer l'offre et la demande mondiales.

Il est par ailleurs instructif d'examiner plus attentivement les causes de la récente flambée des prix. Sur le front de l'offre, il serait judicieux d'étudier de plus près le lien entre la baisse de la production et des rendements et le *changement climatique*. D'une part, les investissements dans la recherche-développement, le transfert de technologies et les services de vulgarisation, en particulier dans les pays en développement, pourraient stimuler fortement la *productivité* et la production. D'autre part, les modifications génétiques (*OGM*) recèlent des possibilités encore inexploitées qui permettraient d'accroître la productivité des cultures, en particulier en leur conférant une meilleure tolérance aux stress tels que la sécheresse, et d'améliorer leurs caractéristiques, qu'il s'agisse de cultures destinées à la consommation humaine ou à des usages non alimentaires. Sur le front de la demande, les politiques encourageant une expansion de la production et de l'utilisation des *biocarburants* méritent une analyse plus fine. Selon les études effectuées à ce jour par l'OCDE/AIE, les avantages procurés en termes de sécurité énergétique, d'environnement et d'activité économique par les biocarburants produits à partir de matières premières agricoles (première génération) seront relativement limités et ne sauraient être obtenus avec les politiques en vigueur. D'autres

approches (axées, par exemple, sur la réduction de la demande énergétique et des émissions de gaz à effet de serre, la libéralisation des échanges de biocarburants ou la diffusion accélérée des techniques de production de « deuxième génération » ne faisant pas appel aux matières premières agricoles actuellement utilisées) devraient apporter des avantages plus tangibles sans pour autant affecter les prix alimentaires.

Dès lors que les prix des produits agricoles sont élevés, ceux des produits de substitution proches, comme [le poisson](#), s'en ressentent, ce qui pourrait accroître encore davantage les pressions exercées sur des *stocks halieutiques* déjà surexploités et stimuler la demande de poisson d'élevage. Il est donc crucial de se doter de politiques garantissant une exploitation durable et responsable des ressources halieutiques, tant dans les eaux nationales qu'en haute mer, et il est en outre indispensable d'agir de concert pour lutter contre la pêche illégale. Il conviendrait aussi d'appliquer des solutions permettant d'améliorer les conditions de l'investissement privé dans le secteur de l'aquaculture.

La hausse des prix alimentaires est une question de portée véritablement mondiale. Elle a des causes et des répercussions complexes, et exige une réaction complexe au niveau international. Les évolutions actuelles sur les marchés alimentaires mondiaux ont des conséquences dramatiques pour la sécurité alimentaire des personnes pauvres. En même temps, les facteurs spéculatifs et les mesures politiques autocentrées contribuent à la nervosité et à la volatilité des marchés. Il est désormais nécessaire d'apporter une *réponse globale, objective, efficace et cohérente*, afin d'éviter d'aggraver une situation déjà difficile.

Il est plus que jamais important de s'opposer aux appels croissants en faveur du protectionnisme commercial. Fermer les marchés, que ce soit aux importations ou aux exportations, aura des effets exactement contraires au résultat recherché. Pour sécuriser davantage l'approvisionnement alimentaire de la planète, il n'y a qu'une solution : laisser aux producteurs compétitifs du monde entier la liberté de répondre aux opportunités qu'offre le marché à l'heure actuelle. Il convient d'éviter de poursuivre ou d'introduire des politiques qui créent des distorsions dans les échanges et qui empêchent les réactions appropriées du marché. Dans les prochains mois, l'OCDE continuera à suivre l'évolution des marchés des produits de base et les initiatives gouvernementales et communiquera périodiquement le résultat de ses recherches.